

26 septembre 2002, Québec

Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités

Monsieur le Président de la Fédération québécoise des municipalités, Michel Belzil,
Monsieur le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones,
Rémy Trudel,
Monsieur le ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement
et à l'Eau, André Boisclair,
Mesdames, Messieurs les élus municipaux, maires et préfets, Chers amis,

Je voudrais d'abord vous souligner l'importance que j'attache à votre congrès et aux discussions qui s'y déroulent. La présence du premier ministre du Québec et de plusieurs ministres du gouvernement au congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités a une signification bien précise. Le tissu même de notre collectivité

Pour le gouvernement du Québec, les municipalités que vous représentez constituent le tissu même de notre collectivité. En tant que maires, vous êtes ceux qui gérez les besoins des citoyens dans leur environnement le plus proche. Vous êtes les premiers gardiens de la qualité de vie de chacun d'entre nous. Vous avez des arbitrages souvent difficiles à faire entre les demandes dont vous êtes souvent les premiers saisis, des moyens toujours trop limités et la nécessité d'une saine gestion dont vous êtes redevables auprès de ceux qui vous ont élus. En fait, la fonction de maire est le socle même sur lequel est construit le fonctionnement harmonieux et démocratique de notre société. Je crois qu'on a trop souvent tendance à l'oublier. Je voulais le rappeler avec force ce soir, puisque ma présence ici m'en fournit l'occasion.

La rencontre de l'an dernier

L'an dernier, quand nous nous sommes rencontrés, à l'occasion de votre congrès, nous étions tous inquiets de l'impact du ralentissement de l'économie américaine sur notre propre économie, qui commençait à peine à prendre une bonne vitesse de croisière. Le gouvernement avait alors décidé d'intervenir de façon massive pour s'assurer que nous gardions le cap sur la croissance. Il voulait en même temps s'assurer que l'économie des régions, en particulier celle des régions aux prises avec un taux de chômage encore très élevé, ne perde pas l'élan qui commençait à se manifester un peu partout au Québec.

Un appui stratégique et efficace

Aujourd'hui, nous constatons avec beaucoup de satisfaction que cet élan n'a pas été freiné. Mieux que cela, nous avons enregistré des taux de croissance exceptionnels, des taux qui font que le Québec est en train de rattraper l'écart historique qui le sépare de l'Ontario. Nous n'avons pas la prétention de croire que l'intervention de l'État est seule responsable de cette fantastique croissance. Mais nous avons la conviction d'avoir apporté à l'économie du Québec un appui stratégique et efficace au moment où cela était particulièrement nécessaire.

Des créations d'emplois impressionnantes

C'est ainsi que, depuis un an, pas moins de 120000 emplois ont été créés au Québec. Le chômage a

diminué dans presque toutes les régions et, plus important encore, l'emploi a augmenté presque partout, y inclus dans les régions ressources.

Épauler mieux encore chacune des régions

L'erreur serait de s'arrêter là, de prendre prétexte de la prospérité actuelle pour croire que l'avenir est assuré. Au contraire, je crois qu'il nous faut plus que jamais épauler chacune des régions du Québec parce que les défis à relever sont majeurs, souvent complexes et déterminants pour l'avenir du Québec.

Les défis auxquels il faut s'attaquer

Le ministre d'État aux Régions, Rémy Trudel, vient tout juste de terminer une série de rencontres avec les leaders socioéconomiques de quatorze régions du Québec. Plus de 2 300 leaders ont participé à ces rencontres et, partout, nous avons pris la mesure des défis auxquels il faut dès maintenant s'attaquer, si nous voulons, dans les années qui viennent, garder le cap sur la prospérité. En Chaudière-Appalaches, où le taux de chômage est depuis longtemps le plus bas au Québec, vous nous avez mis en garde contre le mirage des statistiques. Vous nous avez dit clairement que, si la région n'était pas capable de répondre rapidement aux besoins de main-d'œuvre des entreprises, c'est tout l'avenir industriel de la région qui serait compromis. Cela est vrai également en Estrie, en Montérégie, dans les Laurentides et dans la région de Lanaudière. Une meilleure compréhension des enjeux de chaque région

Vous nous avez parlé des défis majeurs de transport à l'intérieur même des régions.

Vous avez souligné cette nécessaire cohabitation avec la métropole et la capitale nationale qui doit être établie sur la base du respect de chacun, mais également sur une meilleure compréhension des enjeux de développement propres à chaque territoire.

Vous avez insisté sur la nécessité d'accroître le contenu technologique des PME en région et sur l'importance de demeurer compétitifs face à l'environnement mondial.

Mieux se positionner dans la compétition mondiale

Vous avez demandé l'appui du gouvernement pour développer dans vos régions des filières ou créneaux d'excellence, capables de positionner les économies locales et régionales dans le cercle de la concurrence mondiale.

Dans les régions ressources, vous nous avez demandé d'accélérer la cadence pour accroître la diversification économique et le nombre d'entreprises de deuxième et de troisième transformation. Vous avez fait de l'accès aux réseaux de transport et de télécommunication à haute vitesse une des clefs de votre développement.

Répondre à des craintes, jeter un regard neuf

Vous avez clairement exprimé vos craintes face au déclin démographique observé dans plusieurs régions.

Vous avez insisté sur l'exode des jeunes.

Vous avez souligné l'impérieuse nécessité de maintenir partout sur le territoire l'accès aux services d'éducation et de santé.

Vous nous avez parlé d'environnement, de qualité de vie et d'appartenance.

Et, parfois, comme dans le Nord-du-Québec, vous nous avez demandé de jeter un regard neuf sur votre région pour y voir et y appuyer des possibilités de développement encore sous-estimées.

Des défis qui appellent des solutions nouvelles

Ce sont là des défis qui appellent des solutions nouvelles. C'est pour cela que nous nous sommes donné rendez-vous dans la capitale nationale, en novembre.

Et, parmi les avenues de solutions qui sont ressorties avec le plus d'acuité et de persistance, vous nous avez dit :

Donnez-nous la capacité de prendre plus de décisions en région. Assouplissez les règles de vos programmes. Rendez l'accès aux mesures existantes plus souple et plus facile. Laissez le milieu décider de la façon d'intervenir. Un appui qui ne s'est pas démenti depuis vingt ans. Eh bien, je crois que nous en sommes rendus là! Le parcours qui nous y conduit n'a pas commencé hier. En ce qui concerne le gouvernement actuel, c'est la suite logique de notre travail depuis plus de vingt ans :

En 1980, quand le gouvernement a mis sur pied les MRC, il a choisi de travailler sur la base des territoires d'appartenance. C'est une décision qui a structuré par la suite toutes nos actions en matière de développement local et régional. En 1997, quand nous avons adopté la Politique de soutien au développement local et régional, nous avons créé 125 centres locaux de développement et autant de centres locaux d'emploi sur la base de ces mêmes territoires. Nous avons ensuite choisi de consolider les espaces urbains sur tout le territoire du Québec. Nous avons, parallèlement à cela, veillé à soutenir le développement des milieux ruraux par la Politique nationale de la ruralité. Des leviers beaucoup plus solides

Le résultat de toutes ces initiatives est que les régions du Québec disposent aujourd'hui de leviers beaucoup plus solides et beaucoup plus diversifiés pour gérer leur développement en fonction des caractéristiques qui sont les leurs.

C'est pourquoi nous sommes prêts aujourd'hui à examiner comment vous confier cette plus grande capacité et cette plus grande marge de manœuvre que vous réclamez, afin que les décisions qui concernent les régions soient davantage prises en région.

S'entendre sur le sens de l'action

Les façons de faire en ce domaine ne sont pas uniques. Vous avez parlé de décentralisation, de régionalisation, de déconcentration, mais, au-delà des mots, il m'apparaît plus important encore

que l'on s'entende clairement sur le sens de l'action à mener et sur les objectifs que l'on veut atteindre.

Pour l'essentiel, ce que vous nous avez dit c'est : plus de décisions en région, plus de souplesse et plus de flexibilité. Nous vous avons entendus et je vous confirme aujourd'hui que le gouvernement est prêt à ouvrir de façon massive dans ce sens.

Vous nous avez également dit que l'on devait passer rapidement à l'action. Cette capacité accrue d'action sur le terrain, ce n'est pas dans cinq ou dix ans qu'il nous la faut, c'est maintenant, parce que les défis à relever exigent que nous puissions agir rapidement et que nos actions soient ciblées et efficaces.

Un Rendez-vous national des régions

C'est pourquoi j'ai demandé au ministre d'État aux Régions et au ministre des Affaires municipales et de la Métropole de se concerter afin que nous puissions passer à l'action dès le rendez-vous de l'automne.

Ce rendez-vous constitue d'ailleurs une première. C'est la première fois que l'État et les régions bâtiront ensemble le plan de travail Québec-régions pour les prochaines années. Pour la première fois également, et contrairement aux sommets socioéconomiques traditionnels, il n'y aura pas de grande table réservée aux seuls groupes d'intérêts nationaux, à ce rendez-vous. Les participants du rendez-vous, ce seront d'abord les régions, soit les 250 membres des délégations régionales.

Des propositions soumises par les régions

Les propositions qui y seront débattues seront les propositions soumises par les régions. Les dirigeants des organismes nationaux seront invités. Je pense notamment aux syndicats, aux organisations patronales, aux grandes entreprises, aux banques et institutions financières, aux détenteurs de capital de risque. Ils auront droit de parole, mais dans la mesure où ils feront partie des solutions imaginées pour répondre aux priorités d'action des régions.

L'engagement du gouvernement

De notre côté, notre engagement est clair. Nous voulons le plus rapidement possible transformer en plan d'action les initiatives qui seront issues du Rendez-vous national. À Gatineau, le 7 septembre dernier, j'ai présenté dans ses grandes lignes le plan d'action du gouvernement à l'horizon 2005. Le gouvernement veut permettre au Québec d'aller plus loin. Pour ce qui est des régions, cela signifie qu'elles doivent avoir plus de prise sur leur avenir, ce qui est la condition même de leur renouveau. Le gouvernement prouvera concrètement, au cours des prochains mois, sa volonté à cet égard.

L'espoir que suscite le Rendez-vous des régions ne sera pas déçu. Il répondra à la volonté des régions de se prendre en main et d'assurer leur développement futur en s'appuyant sur un véritable partenariat avec l'État. Je puis vous donner l'assurance que le gouvernement appuiera les priorités d'action que les régions se seront données, afin que tout le Québec, c'est-à-dire le Québec de toutes

les régions, aille encore plus loin sur le chemin de la croissance et de la prospérité.
Je vous remercie de votre attention.